

hommes); *Négociations indispensables avec l'U.R.S.S. (Ses nouvelles propositions)*; « *Problème à aborder* » de la frontière germano-slave [12 octobre 1954] (p. 4674, 4675); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Pressions exercées par les U.S.A. et l'U.R.S.S.)*; « *Manque de psychologie* » de celle-ci; *Accord sarrois (Interprétation allemande inacceptable, arbitrage anglo-saxon à récuser)*; *Accords de Bonn (Déclaration unilatérale substituée aux clauses de décartellisation)*; *Réarmement allemand, échec de l'Agence (Aide américaine, pool de production, surplus exportable), déclaration unilatérale visant les armes atomiques (Camouflages possibles), effectifs prévus (12 ou 24 divisions, soit 520.000 hommes, plus police militarisée, milices éventuelles, aviation, 1.300 appareils, marine)*; *Opposition massive au réarmement des syndicats allemands, du Parti socialiste et d'une grande part de la jeunesse (Faire avec eux la réconciliation allemande)*; *Evolution inverse de l'Allemagne officielle (Déclarations révisionnistes de MM. J. Kaiser, Seebohm, von Papen)*; *Argument des frontières de 1937 soi-disant reconnues par les Alliés, engagement de non-recours à la force (Cf. agression polonaise simulée de 1939), possibilités de collusion germano-russe*; *Offres conciliantes actuelles de l'U.R.S.S. (Contrôle réciproque des forces militaires allemandes, plan J. Moch de désarmement), impossibilité morale et matérielle du réarmement allemand sans la France, dernière tentative de négociation nécessaire, préalable au réarmement allemand* [22 décembre 1954] (p. 6761 à 6765); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 33 : *Son amendement (Taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée pour certains balais et balayettes)* [17 mai 1955] (p. 2849); *Culture du sorgho dans la vallée du Rhône (ibid.)*; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (Explications préalables à obtenir sur le problème marocain; Coup de force d'août 1953), la Sarre, l'Indochine (Possibilités de paix dès 1947, régime Diem et éventualité d'une guerre marginale). La conférence de Genève (Réunification de l'Allemagne et contrôle des armements)*; *Observations sur le scrutin d'arrondissement à deux tours (Citation de Clemenceau)*; *Vote des indépendants d'outre-*

mer sur ce mode de scrutin; referendum; campagne de presse déclenchée [2 novembre 1955] (p. 5469 à 5471). — S'excuse de son absence [9 juillet 1953] (p. 3406), [30 décembre 1953] (p. 7033), [4 mars 1955] (p. 1085), [9 juillet 1953] (p. 3406), [30 décembre 1953] (p. 7033), [4 mars 1955] (p. 1085).

DAMETTE (M. Auguste), Député du Nord
[1^{re} circonscription] (R. S.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 14 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir immédiatement les crédits nécessaires à la remise en état des écluses Trystram et Watier, **n° 1104**. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits de secours aux sinistrés de la côte de la Mer du Nord, victimes de la tempête du 31 janvier 1953, **n° 5477**. — Le 24 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour exempter de taxes et accorder toutes facilités aux personnes ou aux collectivités désireuses d'exporter des marchandises au seul bénéfice des sinistrés hollandais, **n° 5643**. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la validation et la prise en compte dans une pension de retraite des services non accomplis effectivement par le personnel du sanatorium national Wancauwenberghé à Zuydcoote (Nord) pour cause de licenciement, **n° 7709**. — Le 12 mars 1954, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux

évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, **n° 8031**.

Interventions :

Pose à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie une question relative à l'approvisionnement des entreprises de construction en fer rond à béton [14 mars 1952] (p. 1309). — Prend part à la discussion ; du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat B, Chap. 53-20 : *Reconstruction des ponts de Dunkerque* [11 décembre 1954] (p. 6154) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Satisfactions à donner aux sinistrés)* [21 janvier 1955] (p. 103) ; *le retire* (p. 104).

DAROU (M. Marcel), *Député du Nord* [1^{re} circonscription] (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901) = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; membre de la Commission de comptabilité [4 septembre 1951] (**F. n° 33**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure de classement des recettes ruralistes [29 août 1951] (**F. n° 30**).

Dépôts :

Le 29 août 1951, une proposition de loi relative à la carrière des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat et des collectivités locales, invalides de guerre ou prisonniers de guerre évadés, **n° 904**. — Le 6 septembre 1951, une proposition de loi tendant à établir la présomption d'origine au bénéfice des militaires présents sous les drapeaux, pour toutes maladies contractées ou aggravées durant cette période, **n° 1018**. — Le 8 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions

de l'ordonnance du 14 mai 1945 en faveur des associations de combattants et victimes de la guerre, **n° 1040**. — Le 13 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles en vue de la remise en état de l'écluse Watier du port de Dunkerque, **n° 1071**. — Le 16 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 981) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Anciens combattants et Victimes de la guerre, **n° 1592**. — Le 28 novembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 981) et la lettre rectificative (n° 1736) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Anciens combattants et Victimes de la guerre, **n° 1737**. — Le 13 décembre 1951, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 981) et les lettres rectificatives (nos 1736, 1980) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Anciens combattants et Victimes de la guerre, **n° 1984**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un plan quadriennal pour apporter une solution définitive aux légitimes revendications du monde ancien combattant, **n° 2073**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder en 1952 à un recensement de toutes les catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 2074**. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2256) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 981) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Anciens combattants et Victimes de la guerre), **n° 2273**. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 pour étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux aveugles de la Résistance, **n° 2672**. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-1088 du